Archives alainberset.ch — copie d'archive
Tribune d'Alain Berset « Au milieu du gué, quand on va à droite ou à gauche, on se noie », parue dans Le Temps (05.03.2004), reprise sur son site www.berset.ch.
Adresse d'origine : http://berset.ch/archives/documents/2004/040305.opinion.temps.htm
Copie : Internet Archive, capture du 18.05.2005 — https://web.archive.org/web/20050518232959/http://berset.ch/archives/documents/2004/040305.opinion.temps.htm

Au milieu du gué, quand on va à droite ou à gauche, on se noie

Alain Berset, conseiller aux Etats
"Le Temps", 5 mars 2003

L'élection du 10 décembre dernier au Conseil fédéral a considérablement modifié les rapports de force. Le « centre » du Conseil fédéral est désormais en mains radicales, et cela au moment-même où le parti radical semble choisir le durcissement de sa ligne à droite.
Lors des votations populaires du 8 février dernier, ce gouvernement, dans lequel les femmes, les jeunes et la gauche sont sous-représentés, a été contredit sur toute la ligne. Moritz Leuenberger parle ouvertement de « crise politique » et le renvoi aux calendes grecques de plusieurs projets attendus pour cette législature montre que la majorité du Conseil fédéral, composée exclusivement de radicaux et d'UDC, entend s'appliquer à réduire l'engagement de l'état sans réduire les déficits publics (paquet fiscal).
Le décor est donc posé, les trois coups vont retentir et la pièce peut commencer. Elle va durer quatre ans, jusqu'aux prochaines élections fédérales.

Alors que faire ? Quelle analyse faut-il faire de cette situation ? Quels sont les enjeux pour le parti socialiste et la gauche en général ?
Ce qui frappe en premier lieu, c'est que la nouvelle situation est relativement instable. Que l'on soit ou non d'accord avec sa composition, le Conseil fédéral a toujours été jusqu'ici un représentant assez fidèle des opinions majoritaires dans la population. Il s'était ouvert, un peu, aux femmes et aux jeunes, et la gauche y est représentée par deux conseillers fédéraux depuis 1959.
Depuis le 10 décembre 2003, le Conseil fédéral ressemble beaucoup moins à la population de ce pays, et nombre de compatriotes ne s'y reconnaissent simplement plus. C'est paradoxal : les élections fédérales ont montré une gauche plus forte que jamais en Suisse, et le parlement l'a traduit en élisant le Conseil fédéral le plus à droite et avec la moyenne d'âge la plus élevée de ces dernières décennies. Tous – ou presque – auront l'âge de la retraite à la fin de la législature.
Du coup, le Conseil fédéral est nettement moins crédible et a perdu sa force de conviction. Il n'est plus la « machine à convaincre » qu'il était, preuve en est le terrible triple échec subi par le

gouvernement le 8 février dernier.
La situation est donc instable, mouvante, les tensions vont s'accroître et le Conseil fédéral est, de fait, un gouvernement de transition. Sauf événement majeur, cette transition va durer au moins quatre ans et la question fondamentale est maintenant de savoir quelles priorités le parti socialiste doit se fixer pour ces quatre prochaines années.

Les enjeux qui nous attendent sont importants notamment dans les assurances sociales, la politique familiale, le service public et la politique économique et financière. Pour faire avancer nos idées, nous avons besoin d'un parti qui soit fort et qui anticipe les événements. Le renforcement de la capacité de mobilisation du parti passe par un recrutement et une formation systématique des nouveaux membres. Ensuite nous devons mener une politique d'opposition claire contre les démantèlements voulus par la droite dans les cantons et au niveau fédéral, en utilisant notamment les référendums, en s'engageant totalement dans ceux qui ont de réelles chances de succès. Le groupe parlementaire et, dans la mesure de leurs moyens, les conseillers fédéraux socialistes doivent également s'engager dans cette stratégie.

Appliquer cette politique, puis faire le bilan. Mais on ne peut pas tirer de bilan en laissant le choix du moment aux hasards du calendrier. D'abord parce que nous avons besoin de temps pour mettre une telle politique en action. Ensuite parce que c'est aux électrices et aux électeurs qu'il revient prioritairement d'indiquer si cette politique et ses enjeux sont clairs. Enfin parce qu'il n'y a véritablement, tous les quatre ans, que deux mois pendant lesquels la situation est assez claire pour faire ce bilan : c'est après les élections fédérales, après que les électrices et les électeurs aient indiqué la voie qu'ils souhaitent, mais avant l'élection du Conseil fédéral, donc avant le moment où les parlementaires traduisent la confiance qui vient de leur être confiée en choisissant le gouvernement. C'est, aussi, le seul moment où il est possible de débattre d'un véritable choix stratégique, dans un Congrès qui laisse le dernier mot à la base du parti. Il n'est pas réaliste, ni politiquement acceptable, de refuser le débat sur la participation du parti socialiste au gouvernement. Mais il n'est pas réaliste non plus de vouloir mener ce débat une fois pour toutes à mi-législature : ce serait prendre le risque de passer à côté du bilan, parce que l'ambiance en 2006 sera naturellement déjà à la préparation des élections fédérales, et les forces seront concentrées – à juste titre – sur des questions de fond. Se contenter d'un bilan de mi-législature, ce serait comme se demander quoi faire au milieu d'un gué. Au milieu d'un gué, on peut aller en avant ou en arrière, mais si on va à droite ou à gauche, on se noie.
Après les prochaines élections fédérales, en automne 2007, nous aurons tout en main pour faire le bilan de la politique menée par le parti socialiste : a-t-elle été efficace ? Comment envisager la suite, aussi bien au parlement qu'au gouvernement ? Et nous aurons 6 semaines pour, véritablement, tirer le bilan de la législature et poser clairement nos conditions politiques pour la législature 2007-2011. Ainsi, nous pourrons aussi évaluer l'opportunité de revendiquer un siège supplémentaire pour la gauche ou nous poser la question de la participation du parti socialiste à un gouvernement dans lequel la gauche, les femmes et les jeunes seraient durablement sous-représentés.

Alain Berset, Conseiller aux Etats